**Les relations sino-indiennes**

**Introduction**

**A) La République populaire de Chine 中华人民共和国**

***(***Zhōnghuá rénmín gònghéguó ***):***

* Superficie de 9 596 960 km². Elle obtient donc la 3ième place mondiale derrière la Russie et le Canada.
* Les fleuves : deux principaux fleuves : le Yangzi 扬子(ou Fleuve bleu) et le Huang He 黄河 (ou Fleuve jaune). Tous deux prennent leur source au Tibet.   
  Notons que le Yangzi est le plus long fleuve du pays et le 3ième fleuve le plus long au monde après le Nil et l'Amazone.
* Capitale : Pékin 北京 (Beijing).
* On distingue principalement deux Chine :   
   Une chine dite « continentale », actuel territoire de l'Etat communiste de la République populaire de Chine et un Etat anti-communiste qu'est l'île de Taiwan, la « République de Chine », refuge des nationalistes de Tchang Kaï-chek en 1949.   
  Mais aussi de nombreuses communautés chinoises dispersées dans tout le sud-est asiatique ( Indochine, Indonésie et notamment l'Etat de Singapour) et des zones au statut politique, économique et juridique particulier : Macao et Hong Kong.
* D'après les données de l'ambassade de chine, la population chinoise s' élève à 1 354 040 000 individus en janvier 2013, la plaçant au premier rang mondial, juste devant l'Inde et les Etats-Unis.
* La population chinoise est constituée d' une ethnie majoritaire (à 90%), descendant des Han (eux-mêmes linguistiquement divisés, avec plusieurs dialectes, et plusieurs variantes régionales du chinois mandarin ). Les moins de 10% restant sont composés d'un total de 56 ethnies ; les « minorités nationales ». Les valeurs, us et coutumes de ces minorités nationales sont protégées par le gouvernement chinois.
* La langue officielle est le mandarin, l'écriture simplifiée lors de la révolution culturelle en 1949 par les communistes.
* La Monnaie nationale est le Yuan 元 (ou Renminbi 人民币).
* La Chine est la deuxième puissance économique mondiale derrière les Etats -Unis et devant le Japon.

**B) La République d'Inde印度共和国**

*(Yìndù gònghéguó) :*

* Une superficie de 3 287 263 km². Septième plus grand pays du monde.
* Une population de 1 210 193 422 en 2011. Donc le deuxième pays le plus peuplé après la Chine.
* Un peuple très diversifié par ses cultures, ses religions et ses langues. Des tensions entres les différentes castes persistent.
* Une très forte influence de l'hindouisme, la pratique de la démocratie (héritage de la colonisation britannique) sont une aide à l'unification du pays.
* L' Inde est une zone en « déficit hydrique » : l' important déficit en eau dans la plaine du Pendjab ( à cheval entre l'Inde et le Pakistan) par exemple, a des répercussions sur l'ensemble du territoire indien car c'est une importante zone de culture du blé en hiver et de riz en été, dont le surplus s'exporte vers les autres Etats du pays.

L'eau est puisée par les paysans dans la nappe phréatique dont le niveau baisse de 0,6 mètre/an.

* Monnaie nationale : roupie indienne (INR).
* L' Inde est la dixième puissance économique du monde.   
    
  La Chine et l'Inde représentent à elles deux près d'un tiers de la population mondiale.Toutes deux affichent d'éclatantes réussites économiques.

**C) Historique : similitudes et différences**

La Civilisation chinoise est caractérisée par une étonnante unité pluri-culturelles et géopolitique, et possède une écriture nationale ( le mandarin simplifié).

Le Monde Indien est nuancé par une étonnante diversité de langues, de religions et est politiquement divisé par plusieurs partis comme nous le disions plus haut.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, les deux pays connaissent des évolutions politiques et sociales extrêmement différentes :

Inde :

L' Inde connaît un passage progressif, sans grande résistance sous la domination coloniale britannique et la décolonisation est effectuée « en accord avec la métropole au lendemain de la seconde guerre mondiale. » en 1947, après des luttes acharnées du mouvement de

l' Indépendance. Le pays se retrouve cependant divisé en deux Etats ; l' Inde et le Pakistan, causant de lourdes et graves tensions religieuses, particulièrement entre nationalistes hindouistes et musulmans. Des conflits aux frontières indo-pakistanaises apparaissent également.

Chine :

Dès le milieu du XIXe siècle, de grandes révoltes paysannes, des guerres civiles entre nationalistes et communistes se succèdent. Elle subit l' invasion japonaise en 1937 et de nouvelles guerres civiles au sortir de la guerre de 1939-1945. La Chine, qui a toujours été indépendante, subit de nombreuses humiliations de la part des occidentaux qui l'exploitent.

Après l' instauration du communisme en 1949, 25 ans de lutte interne au sein du parti-unique persistent. Il faudra attendre le renoncement aux collectivisations, l'étatisation de l'industrie et l'ouverture des frontières au reste du monde (création de Zones économiques spéciales) en 1978 sous le gouvernail de Deng Xiaoping, pour un développement économique basé sur le capitalisme, qu'on appelle aujourd'hui le « capitalisme à la chinoise ».

**Les relations éco-politiques sino-indiennes**

**Une méfiance mutuelle**

L' Inde et la Chine ont vu ces dernières années leurs intérêts et leur influence croître, favorisant leur montée en puissance. Une rivalité bilatérale s'impose alors, prenant racine dans la crainte mutuelle de voir l'autre s' imposer comme une puissance majeure dans un environnement qui leur est stratégique.

**I) Les conflits indirects**

**A) Des rivaux sur terre...**

L' Inde s'ouvre au reste de la région asiatique, et ce, de plus en plus.  
La Chine, déjà proche du Pakistan, de la Birmanie (ou Myanmar) et du Sri Lanka, convoite également les partenaires avec lesquels l'Inde souhaite conserver ou développer de bonnes relations, comme par exemple l'Iran, le Népal et le Bangladesh.

Prenons un autre exemple de rapprochement : le rapprochement indo-vietnamien, consacré par un accord de coopération militaire signé en 2000, que la Chine voit d'un très mauvais œil : en effet, l' Inde et le Vietnam partagent tous deux une frontière commune avec la Chine. Les conflits des côtes maritimes sont également présents et les séquelles des attaques militaires chinoises contre l'Inde et le Vietnam respectivement en 1962 et 1979 sont encore vives, entraînant ainsi une grande méfiance envers l' Etat chinois. Encore en 1998, le ministre indien de la défense, M.George Fernandes décrivait la Chine comme étant une « menace majeure ». La Chine, préoccupée par les plans stratégiques mis au point par le Vietnam et l'Inde, se voit contrainte de faire pression sur ces deux pays afin de les déstabiliser. Dans le cas de l'Inde, la Chine a joué des tensions déjà présentes depuis 1947 (date de l'indépendance de l'Inde, rappelons le) entre le Pakistan et l'Inde pour amplifier la menace pakistanaise. Les moyens de pression se traduisent par :

- La construction du port de Gwadar au Baloutchistan (ouverture stratégique et surveillance sur l'océan Indien). La construction de ce port entre dans la stratégie chinoise du « collier de perles », visant à ralentir l'expansion indienne en Asie et assurer à la Chine un contrôle certain sur des zones stratégiques de voies commerciales ou de réserves en hydrocarbures. (Nous développerons ce point un peu plus bas).

*( le dessous des cartes.Port de Gwadar.)*

* La collaboration militaire de Pékin avec Islamabad, capitale du Pakistan. Ce qui inquiète New Delhi : coproduction des premiers chasseurs JF-17 en novembre 2009, frégates Sword (F-22P) et un char. Menaces nucléaires et de missiles. Course aux armements nucléaires. Mais des relations demeurant délicates et dont Pékin a conscience ; crainte majeure du terrorisme, renforcée depuis les attentats du 11 septembre 2001, avec une population majoritairement musulmane.

<http://www.az-aviation.com/forum/ambiguites-sino-pakistanaises-t1039.html>

* + L'enveniment de tensions déjà existantes par la Chine : exemple du conflit indo-pakistanais pour le territoire du Cachemire et des territoires environnants, situé à la frontière de l'Inde, de la Chine, de l'Afghanistan et du Pakistan, qui polarise les tensions dans la région depuis 1947. Cet espace est une zone de contact entre islam, hindouisme et bouddhisme.

A la fin de l'Empire des Indes en 1947, deux nouveaux Etats sont crées : L'Inde et le Pakistan. Les régions à majorité musulmanes deviennent alors pakistanaises et celles à majorité Hindous deviennent indiennes. Cependant, certains territoires comme celui du Cachemire, des Etats princiers, bénéficiaient d'un statut particulier déjà au temps des colonies britanniques : le territoire du Cachemire était essentiellement peuplé de musulmans et gouverné par un prince Hindou, le maharadjah Hari Singh, qui dans un premier temps refusait de faire un choix entre Inde ou Pakistan au lendemain de l'Indépendance. Mais très vite des raids musulmans venus du Pakistan surviennent, auxquels une partie de la population se joint. En octobre 1947, le Cachemire demande à être rattaché à l'Inde pour contrer les attaques musulmanes. Depuis, l'armée indienne combat l'armée pakistanaise, le Pakistan revendiquant les territoires de Cachemire comme étant en sa possession. Les tensions entre les deux Etats restent explosives, de part la montée d'un islamisme militant politique.   
Si le Cachemire est un enjeu majeur, c'est parce qu'elle représente également une véritable ressource en eau pour les pays asiatiques.

Quant au cas du Vietnam, le gouvernement chinois fait pression grâce à sa force militaire directe présente sur les deux frontières terrestres et maritimes qu'ils ont en commun.

L' Afghanistan est aussi disputé par la Chine et l'Inde. En effet, il est perçu comme un «futur corridor énergétique ». Alors que New Delhi apportait une contribution de plus de 1 milliard de dollars à Kaboul en 2009, fidèle à leur histoire commune vieille de plus de 500 ans, la Chine a su marquer des points politiques encore plus importants , en mettant en lumière :

- le commerce  
 - les investissements directs étrangers.

« *Autant la présence de la Chine s’affirme comme une série de succès diplomatique et politique, autant celle de l’Inde est une chronique d’échecs retentissants* », M. K. Bhadrakumar, ancien diplomate indien.

D'après lui, la Chine battit l'Inde sur de nombreux projets énergétiques en Afghanistan car contrairement à celle-ci, elle restait concentrée sur ses objectifs : l' Inde, sous la pression constante pakistanaise, ne pouvait nouer des liens plus étroits avec Kaboul, capitale de l'Afghanistan, craignant que ces liens ne soient davantage bénéfiques au gouvernement pakistanais.   
Perdant cette bataille contre la Chine, New Delhi perd aussi l'occasion de réduire sa pénurie énergétique et de stabiliser les relations régionales avec, par exemple, le projet de gazoduc afghan qui lui aurait été bénéfique : il aurait généré des milliers d'emplois pour la main-d’œuvre et aurait développé les capacités techniques dont manque le pays. Mais New Delhi craignait que le projet de construction de gazoduc passant pas le territoire pakistanais ne la rende dépendante de son voisin.  
L'erreur de New Delhi fut de voir l'Afghanistan comme un lieu où se joue son opposition contre le gouvernement pakistanais, alors que Pékin le considère comme un riche fournisseur de matières premières : richesses pétrolières, gazières..

*Projet de gazoduc.*

<http://www.teheran.ir/spip.php?article892>

Nous pouvons également nous pencher sur les ambitions mondiales des Etats chinois et indiens. Les deux pays connaissent une forte croissance qu'ils se doivent de maintenir. Or, les ressources énergétiques ne sont pas éternelles et viendra le jour où elles viendront à manquer, remettant alors en cause les puissances qu'elles sont devenues. De plus, les deux pays manquant cruellement d'eau et de terres arables. Pour la Chine, elle qui ne possède à l'origine pas beaucoup d'espaces exploitables suffisant à sa masse démographique, ce manque de terres est la conséquences d'un urbanisme sauvage. A l'heure actuelle, une nouvelle métropole est en construction dans la province de Gansu, en plein désert, répondant à l'optique d'élargir la croissance chinoise des littoraux Est aux terres intérieurs et à l'Ouest du pays. L'eau est également mal gérée : construction de golfes, de stations de ski... alors que le pays manque d'eau ( il ne dispose que de 8% de l' eau douce du monde pour 20% de la population mondiale !).

Mais la Chine n'est pas le seul pays à qui les ressources viendront à manquer, quelles qu'elles soient. Une véritable course aux ressources est enclenchée. Ainsi, les espaces riches en hydrocarbures ou possédant des terres agricoles riches sont convoités. En Afrique, la Chine fut l'une des première à profiter du retrait des pays occidentaux pour y louer des terres agricoles et y puiser de nouvelles énergies. Mais elle n'est plus seule : l'Inde commence également à percer sur le continent, prenant modèle sur elle et devenant menaçante pour la Chine.  
Ces angoisses d'un avenir sans ressources se traduit également sur mers et océans, comme nous allons le voir ci-dessous.

**B)... et sur mer.**

L' océan indien est le théâtre de nombreux conflits car très convoité : il recèle d'espaces maritimes stratégiques au commerce et à la surveillance, tout comme il regorge de réserves de matières premières, d'hydrocarbures...

La Chine, prise au piège de son propre miracle économique se voit contrainte de trouver rapidement de nouvelles sources d'énergies fossiles afin d'assurer ses besoins énergétiques qui permettent sa croissance. Ainsi, elle développe une nouvelle théorie avec un renforcement de la marine, passant d'une défense côtière à une défense « off-shore », en haute mer ( stratégie du « père de la marine chinoise moderne », Liu Huaqing ). Se développe également la stratégie chinoise du « collier de perles », qui consiste à signer des accords avec les pays alliés afin d'avoir accès à leurs ports et leur matériel militaire temporairement la plupart du temps, ou d'obtenir l'autorisation de construction de ports et de bases navales. Cette stratégie s'ajoute à celle de Liu Huaqing, qui définis deux lignes de démarcations des zones d'actions de la Chine en Haute mer :

La première comprenant le Japon et ses archipels, la Corée du Sud, Taiwan et les Philippines. La deuxième, les plages sud de l'archipel japonais et les îles Marshall, dont Guam.

New Delhi subit le « complexe d'encerclement » par l' essor du collier de perles avec la construction de ports jusqu'au détroit d' Ormuz, en plus du déploiement de missiles sur le

plateau tibétain.



<http://ddc.arte.tv/nos-cartes/l-inde-puissance-pragmatique-2-2>

*Illustration du « collier de perles ».*

Mais Pékin aussi se sent menacé, convaincu que l'Inde tente de lui bloquer l'entrée à « sa » mer de Chine.

Exemple du rempart de l'archipel des Andaman, sous domination indienne. L'archipel est sur un lieu stratégique de passage, donnant un accès maritime immense à l' Inde avec une possibilité de contrôle quasi-totale du golfe du Bengale et de la mer Andaman. L' armée indienne investit dans de nombreuses îles de l'archipel afin d'y créer des bases navales.

*Localisation de l'archipel Andaman, administrativement rattachés au territoire indien.*

*Google image.*

Rappelons que l'essentiel des approvisionnements en hydrocarbures de la Chine et de l'Inde se fait au Proche-Orient et passe par l'Océan Indien, qui détient donc un rôle clef. La marine des deux pays ne peut s'en trouver que plus renforcée.

L'océan indien est au cœur de toutes les crises pétrolières, ce qui justifie la présence des flottes des puissances extérieures qui verrouillent routes maritimes et détroits. Les Etats-Unis y sont hégémoniques. Ils veillent à la production et à l'évacuation du pétrole du Golfe, sur l'équilibre régional (en particulier l'Irak et l'Iran), contrôlent le débouché de la mer Rouge et du canal de Suez, surveillent les détroits et les routes maritimes, et interviennent si nécessaire. Ils maintiennent également une présence en Asie due aux tensions Inde-Chine-Pakistan perpétuelles.

De plus, la présence de la flotte américaine fait contre-poids au prétentions navales chinoises. L' Inde, tout comme l'Australie et l'Afrique du sud, déploie ses forces pour protéger ses routes, via une présence maritime active. Elle soutient également les Etats de la région asiatique qui font appel à elle pour lutter contre les ambitions maritimes de Pékin.



*Les principales routes maritimes dans l' océan Indien.*

<http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/oceanindien>

L' Inde cherche donc des partenaires pour se protéger d'une éventuelle menace chinoise.

Pour contenir cette poussée de l'Inde vers l'est asiatique, la Chine s'oppose également à son entrée dans la Coopération économique d'Asie-Pacifique, regroupant déjà 21 membres.

En 2005 donc, l'Inde se voit attribuer le statut de « membre observateur » par la Chine, au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (organisation inter-gouvernementale régionale asiatique regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan,

le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, créée à Shanghai les 14 et 15 juin 2001 par les présidents de ces six pays.).

L’ Inde redoutant les avancées chinoises dans la région asiatique accorde alors ce même statut de « membre observateur » à la Chine au sein de la SAARC (South Asian Association for Regional Cooperation,) regroupant 8 pays de l'Asie du Sud, soit le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan , le Sri Lanka et l'Afghanistan.

Note : « Un "membre observateur" ne participe pas à la prise de décision.  
Le statut "membre observateur" est octroyé à un pays ou à une organisation pour diverses raisons, souvent sur la demande de ce membre. Le statut de "membre observateur" est obtenu ou accordé selon des critères déterminés dans les statuts de l’organisation en question (gouvernementale ou non gouvernementale). »   
Wikipédia.

Mais de son côté, la Chine améliore également ses relations avec la plupart des autres Etats d'Asie du sud, ce qui alarme New Delhi. La raison de leur inquiétude est en premier lieu d'ordre économique : La Chine est leur premier partenaire économique, à l'exception du Népal.   
Le gouvernement indien réagit alors : il décide de revisiter son voisinage politique lors du 14ième sommet de l'Organisation en avril 2007. Le premier ministre indien, Manmohan Singh, décide d'ouvrir le marché indien aux pays les plus démunis de la région asiatique.

Pékin devient dès lors de plus en plus méfiant à l'égard des aspirations régionales de New Delhi : les liens commerciaux et surtout stratégiques entre New Delhi et plusieurs acteurs sud-est asiatiques comme Singapour en 2007 et du Vietnam en 2011, sont perçus comme une volonté évidente de faire contre-poids à la République Populaire de Chine.

L' Inde cherche désormais à étendre son influence par delà l'Asie du sud.

Les rivalités entre l’ Inde et la Chine sont donc sous-jacentes mais il n'y a pas d’intérêt immédiat à un conflit ouvert.

**II) Les conflits directs.**

**A) Problèmes aux frontières : Le cas du Tibet**

Il n'existe pas de frontière à proprement dite entre la Chine et l'Inde. Seule une « ligne de contrôle effectif » ( la LCE, signée en 1993) se charge de les séparer. Les deux Etats ne sont jamais parvenus à s'entendre sur la question. Chacun revendiquant sa propre frontière :   
Le plateau de l'Aksaï Chin, situé dans la chaîne Himalayenne à l'extrême ouest de la LCE, possession chinoise, est revendiqué par l' Etat Indien.

*Arte, le dessous des cartes.*

*Revendication du plateau d'Aksaï Chin :*

*Vues du plateau d'Aksaï Chin. (pages 14 et 15)*

La chine, elle, rejette la souveraineté indienne sur l'Etat d'Arunachal Pradesh (limite orientale de la LCE), le considérant comme partie intégrante du Tibet, et donc, comme lui revenant de droit.

*Localisation de l'Etat d'Arunachal Pradesh en rouge.*



**Un exemple : le passage de Shipki La:**

Concernant la frontière Indo-chinoise, la montagne Shipki dans la région du Kinnaur, le commerce a, pour la première fois en dix-huit ans, atteint un chiffre d’affaire record suscitant ainsi de nombreux espoirs de renouveau pour cette route de commerce passant à travers le Tibet et l’Himalaya.

Le ministre du département officiel de l’industrie a révélé que des biens à forte valeur ajoutée ont été exporté par les 45 commerçants indiens ayant fait 180 voyages vers le Tibet, en passant par le col. Inversement, des biens importés vers l'Inde circulent également par ce passage.

Le poste frontalier a été ouvert pour le commerce international en septembre et a été officiellement déclaré fermé le 30 novembre, pour l’hiver. Dans le cadre de la normalisation des relations le long de la frontière indo-chinoise, le poste de commerce de Shipki La s’ouvrit en 1994 après la signature d’un protocole en septembre 1993. La vieille route fermée depuis le conflit de 1962 suscite un vif espoir de retrouver son importance dans la vie des tribus du Kinnaur et de Spiti, en haute altitude (le passage de Shipki La se trouve déjà à 5669m d'altitude). La réouverture du col engendra une véritable ruée les premières années.

En dehors du commerce officiel, un commerce illégal se développe dans le village de Namgya notamment, passage obligé lorsque l'on traverse Shipki La, et dans le village de Jijubu vers le Tibet.

Des marchandises illégales, clandestines, ont été saisies par la police à plusieurs reprises : troc illégal d’aliments (céréales, beurre), pierres précieuses, laines, etc...

A cette époque, de nombreux réfugiés tibétains fuyant les hautes terres pour se réfugier en Inde utilisaient cette route.Tout comme par les pèlerins du Mont Kailash, site sacré pour les hindous.

*Localisation du passage par la montagne Shipki La.*

[**http://www.frontlineonnet.com/fl2013/stories/20030704000106600.htm**](http://www.frontlineonnet.com/fl2013/stories/20030704000106600.htm)

*Vue aérienne du village de Namgia.*

*Shipki La.*



*Clandestins indiens, Shipki La.*

Depuis le recouvrement de la souveraineté nationale indienne dans les années 1940, d'incessants conflits territoriaux ont lieux entre l'Inde et la Chine. La répression chinoise lors de la révolte tibétaine en 1959 en est un exemple amenant les troupes des deux pays au contact à la frontière indo-tibétaine et débouchant ainsi sur la guerre sino-indienne de 1962.

Revenons sur les prémices de ce litige :

**1954 : Zhou Enlai et Nehru : les débuts du conflit tibétain.**

****

**1947** : indépendance de l’Inde.

Volonté indienne de se démarquer de la politique coloniale britannique tout en gardant les avantages dont elle hérite (les anglais usaient de « positions spéciales » au Tibet ). Mais Nehru, premier ministre Indien, ne veut pas s’immiscer dans un conflit contre la Chine avec laquelle il souhaite protéger ses relations, qu’il perçoit comme une « nouvelle politique des Etats décolonisés. »

**1951** : les représentants du Dalaï-Lama signent un accord forcé avec la Chine communiste. Le Tibet se voit contraint de rejoindre la République Populaire de Chine, « mère patrie », pour la première fois en 2000 ans d’histoire.

Cependant, New Delhi ne reconnaît pas immédiatement l’absorption de la nation tibétaine par la République Populaire de Chine. Pendant encore quelques années, l’Inde gardera une emprise sur Lassa ( 拉萨Lāsà ); capitale tibétaine, et conservera des relations diplomatiques indépendantes avec elle.

**Début des années 1950** : Nehru fasciné par le personnage de Mao et la révolution chinoise prône une politique pro-chinoise, célébrée par le slogan « *Hindi-Chini-Bhaï-Bhaï* » ( → les Indiens et les Chinois sont frères).

**29 avril 1954 :** Accord de Panchsheel. La crainte de Pékin de voir une alliance entre l'Inde et ses anciens colonisateurs britanniques se créer pousse à la signature d'un accord : en signant ce dernier, l’Inde reconnaît la souveraineté chinoise sur le Tibet afin de préserver l’amitié « sino-indienne » et voit son influence sur cette région grandement diminuée. La question du tracé des frontières ne fut pas abordée lors de la signature : l’Inde faisant confiance aux déclarations de Zhou Enlai, ministre des affaires étrangères chinois, lors de la Conférence de Bandung en 1955 : « « *nous sommes désireux de préserver la situation actuelle en reconnaissant que ces portions de nos frontières sont indéfinies […] En aucun cas nous ne modifierons [la frontière existante]* »

**Dès 1955 :** La Chine profitant de l’aveuglement de Nehru entreprend la construction de routes sur le plateau de Ladakh, reliant le Tibet au Singkiang et récupérant ainsi plusieurs milliers de Km² de territoires indiens rebaptisés Aksaï Chin. Nehru taira cette invasion à la nation indienne pendant 3 ans, toujours dans le but de préserver l’amitié transfrontalière. Il faudra attendre l’affront chinois de 1962 pour que Nehru reconnaisse son erreur. Il ne se le pardonnera d’ailleurs jamais et mourra deux ans plus tard en 1964, laissant à l’Inde le problème irrésolu du tracé des frontières.

Mais les accrochages se multiplient .

**1959 :** fuite du Dalaï-Lama en Inde.

Une période de gel total des relations bilatérales s'ensuit ; quelques tensions sont relancées, laissant craindre à une nouvelle guerre.

**1993-2005, nouvelle période :** construction de la confiance. Accord sur une définition commune de la frontière ( → la fameuse LCE dont nous parlions plus haut), positions stabilisées. Dans un premier temps, cet immobilisme est considéré comme un gage de paix, mais il finit par être la représentation de toute la complexité de ce litige et de la difficulté à le résoudre.

Malgré la conclusion d'un Partenariat stratégique en 2005, visant à maintenir la nature et la teneur des pourparlers, de nouvelles tensions resurgissent en 2012.

**Janvier 2012 :** publication d'un article par le colonel Anil Atahe : met en garde le gouvernement indien contre une possible offensive chinoise dans l'espace himalayen entre juin et juillet 2012. Même si le conflit n'a pas eu lieu, il souligne la complexité encore actuelle des relations sino-indiennes.

New Delhi accuse Pékin d'accroître sa pression à son égard (et comme nous l'avons vu plus haut, à juste titre), utilisant la frontière comme levier et usant de forces militaires et diplomatiques agressives, afin de se placer au statut de puissance subrégionale en Asie du sud. Pékin blâme de son côté New Delhi de mettre en avant le problème frontalier afin de justifier sa présence militaire sur la LCE et l'augmentation de son budget défense. Elle est aussi accusée de véhiculer l'image négative d'une Chine agressive, ce qui renforcerait son propre statut dans la région asiatique ainsi que ses propres liens, notamment avec Washington, renforçant le sentiment « anti-chinois » relayé par la diaspora indienne.

Les propos d'Anil Atahe ont donc été interprété par la Chine comme les débuts d'un conflit armé.

**B) Conflits fluviaux : le cas du Brahmapoutre**

Un autre conflit majeur est en jeu: l'eau.

En effet, les chinois avaient évoqué en 2008 la construction d'une centrale hydroélectrique, une parmi d'autres, en amont de l'arrivée du fleuve Brahmapoutre, en Inde, non sans conséquences sur les régions situées en aval du fleuve et sur l'écosystème. En octobre 2010, Pékin niait encore l'existence du projet, malgré les preuves satellites indiennes. Un mois plus tard, le gouvernement chinois rendait officiel la construction de la centrale, alors qu'aucun traité signé ne déterminait et ne détermine encore à l'heure actuelle la gestion du Brahmapoutre, fleuve himalayen rappelons le transnational, prenant source au Tibet et alimentant l'Inde en eau. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Hong Lei, assurait alors «*prend[re] pleinement en considération les possibles conséquences sur la région située en aval.* »   
  
Mais aujourd'hui, le fleuve du Brahmapoutre se tarit, sans aucune raison. Des zones de sables sont clairement apparentes, notamment près de la ville de Pasighat située à la pointe indienne du nord-est, et certaines sont même complètement asséchées.

La Chine est donc soupçonnée d'être à l'origine de l'assèchement du fleuve. Selon un conseiller du chef du gouvernement local, le débit du fleuve ne correspondrait qu'à 40% de son régime d'écoulement habituel. Cela provoque également l'inquiétude des habitants, dépendants du cours du fleuve, véritable source de subsistance.

Cependant, aucune image satellite ne montre une activité de stockage ou de détournement d'eau par le gouvernement chinois. De plus, la responsabilité de Pékin dans cette affaire peut être remise en cause : des cas d'assèchements naturels du fleuve ont déjà été relevés dans le temps.



*Fleuve du Bramahpoutre. →*

*Google earth.*

*Vue du village de Pasighat.*

**

*Localisation du Brahmapoutre.*

**III)Entente**

La Chine et l' Inde, afin de consolider cette entente, ont décidé de mettre en œuvre une normalisation de leurs rapports qui reposerait principalement sur une volonté politique, bilatéral et conjointe visant à mettre de côté les sujets de discordes continentales et maritimes comme la frontière Himalayenne ou certains archipels (Andaman) .Leur politique étrangère va alors être modifiée afin que l'objectif premier réside dans la poursuite des intérêts nationaux. D'autres priorités sont mises en avant, telles que le développement socio-économique qui aboutira à une coopération économique bilatérale devenant même le principal élément stabilisateur de cette entente. De plus, les deux parties aiment à jouer un rôle de partenaires et d'opportunités pour les autres pays de la région asiatique.

**A) Les échanges commerciaux**

**Depuis la fin des années 80** : volonté politique des deux pays de mettre de côté leurs désaccords afin de trouver de nouveaux terrains d'entente.

Dès lors, les échanges sino-indiens augmentent : de 200 millions USD en 1990 ils passent à 2 milliards USD en 1999. Cette augmentation est perçue des deux côtés comme le principal indicateur d'une confiance retrouvée, illustration de leur détente.

**Mai 1998** : essais nucléaires indiens. Les tensions reprennent.

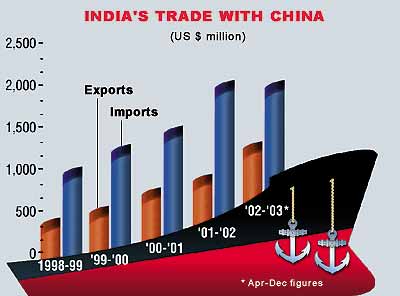
Dans les années 1990 des pressions sont exercées sur l'Inde visant à l'amener à renoncer à son arsenal nucléaire (convention d’examen du TNP de 1995 et des négociations autour du Traité d’Interdiction Complète des Essais nucléaires). Mais l'Inde ne cède pas et quand, en mai 1998, des essais nucléaires sont réalisés, les relations entre elle est certains autres pays se tendent. A la suite de ces essais, une faible chute du volume des échanges commerciaux avec la Chine est enregistrée. Mais dès le mois de septembre de la même année, les échanges reprennent..

Avec l'arrivée de nouvelles équipes dirigeantes chinoises et indiennes en 2003 et 2004, cette dynamique de rapprochement n'est aucunement remise en cause. La volonté commune entre Hu Jintao, Wen Jiabao et Manmohan Singh d'approfondir leurs relations bilatérales est bien réelle.

Croissance exponentielle des échanges en 2010 : 60 milliards USD atteins, dépassant les objectifs de 2008, déjà revus à la hausse.

En 2012 : 40 milliards

D'ici 2015 : les 100 milliards doivent être atteins.



[**http://outlookindia.com/article.aspx?220582**](http://outlookindia.com/article.aspx?220582)

Des avancées décisives sur le plan politique également, avec en avril 2005 la signature d'un « Partenariat stratégique pour la paix et la prospérité ».

Les deux Etats disposent aussi de plate-formes neutres pour confronter leurs intérêts et échanger leurs principes de gouvernance via l' ASEAN, ARF, SAARC, East Asia Summit à échelle régionale ou le G20, cycle de Doha, ONU à échelle mondiale.

La Chine et l'Inde sont en 1995 des partenaires de dialogue de l’Association des nations de l’Asie du Sud-Est qui compte 10 pays: Birmanie, Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam.

La stratégie chinoise à l’égard de l’Inde se veut de sonder et canaliser la montée en puissance de ce pays en l’intégrant de plus en plus au sein d’un jeu d’alliances asiatiques capable de faire contre-poids à la puissance américaine.

La Chine devient alors le deuxième partenaire commercial de l'Inde. En 2005, une coopération bilatérale dans le domaine de l' high-tech a été signée à la suite d'une visite officielle du premier ministre Wen Jiabao à Bangalore, surnommée la « Silicon Valley asiatique». D'après lui, si l'Inde et la Chine rassemblent leurs efforts, le XXIième siècle pourrait être le siècle asiatique de la technologie et de l'information.

La sécurisation de leurs approvisionnements en hydrocarbures est également un intérêt partagé par New Delhi et Pékin.

Cependant, un déséquilibre dans la balance commerciale est perçue en 2010 : l' Inde a enregistré cette année-là un record déficitaire de 18 milliards USD ; New Delhi exporte principalement les matières premières, et importe les produits manufacturés chinois, à forte valeur ajoutée.  
Quant à l'objectif d'atteindre les 100 milliards USD d'ici à 2015 l'Inde s'interroge sur le prix à payer et redouble de méfiance. Le gouvernement indien vise à diversifier son panier d'exportations, mais se heurte aux réticences chinoises telles que le refus du gouvernement chinois d'adopter de nouvelles mesures plus libérales. Ce refus est perçut comme une volonté de maintenir ce déséquilibre commercial pour deux raisons :  
 - limiter l'interdépendance entre les deux Etats (la Chine tient à garder une certaine auto-suffisance vis-à-vis de l'Inde).  
 - se réserver un moyen de pression lors des négociations économiques et politico-

stratégiques ( notamment celles liées au contentieux frontalier.)

*Le premier ministre chinois Wen Jiabao et le premier ministre indien Manmohan Singh en décembre 2010.*

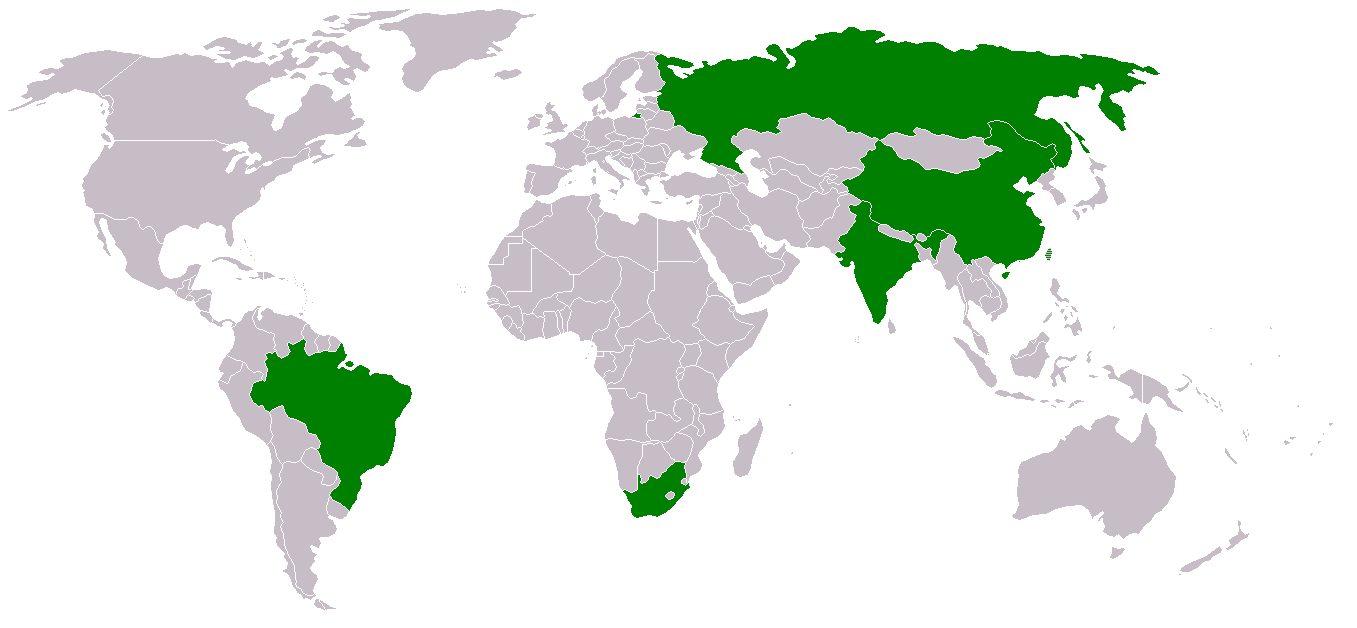


Cependant les deux pays se côtoient et restent en contact par le biais de nombreuses assemblée asiatiques (ex : sommets de l’Asie de l’Est), preuve que le Chine ne cherche pas totalement à maintenir l’Inde à l' Asie du Sud et qu'elle lui laisse une possibilité d'ouverture sur le reste de la région asiatique.

**B) L'union fait la force. Le monde est grand !**

Malgré les divergences et les déséquilibres lors des échanges, les deux pays ne font plus qu'un lorsqu'il s'agit de faire face au reste du monde, surtout lorsqu'il s'agit de contrer l'Occident et les Etats-Unis, omniprésents en Asie centrale depuis l'entrée en 1998 de l'Inde (et du Pakistan) dans le cercle des puissances nucléaires et les attentats du 11 septembre 2001. Ces deux pays se retrouvent, et parfois convergent, de plus en plus souvent dans les instances multilatérales. L' Inde et la Chine sont à ce jour membres d'une demi-douzaine d'organisations de ce genre, à l'échelle régionale ou intercontinentale : OMC, G20, FMI..  
  
Elles sont aussi membres d'une association qui a tout son poids dans la politique mondiale : l'association BRICA : Brésil, Russie, Inde, Chine et depuis 2011, Afrique du sud.  
Le terme apparaît pour la première fois en 2001 dans une note de la banque américaine pour désigner les pays cités ci-dessus comme des puissances économiques montantes. Ces pays remettent en cause la domination des pays riches dans l'économie mondiale. A eux cinq, ils représentent actuellement 18% du PIB mondial, 40% de la population, 15% du commerce et 40% des réserves monétaires de la planète avec un PIB commun de presque 14 000 milliards de dollars, ce qui représente 30% de la croissance mondiale (depuis 2001).

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000534-l-emergence-des-brics-focus-sur-l-afrique-du-sud-et-le-bresil/la-montee->



[en-puissance-du-groupe-des-brics-bresil-russie-inde-chine-afrique-du-sud](http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000534-l-emergence-des-brics-focus-sur-l-afrique-du-sud-et-le-bresil/la-montee-en-puissance-du-groupe-des-brics-bresil-russie-inde-chine-afrique-du-sud)  
*Pays membres du BRICA. Logo du sommet des BRICS à New Delhi, (Inde), mars 2012*



*Les chefs d'Etat et de gouvernement du Brésil, de Russie, d'Inde, de Chine et d'Afrique du Sud, G20, juin 2012.*

La Chine et l'Inde défendent toutes deux les intérêts des pays émergents : revendications de meilleures places à l'ONU, y compris un siège de membre permanent pour le Brésil et l'Inde au Conseil de sécurité et les postes de responsables du FMI et de la Banque mondiale, places traditionnellement partagés entre Américains et Européens.   
Les échanges transitant entre les pays membres de l'association BRICA ne s'arrêtent pas aux simples échanges commerciaux ou humains : de véritables dons sont faits et s'étendent même parfois dans les pays les entourant : pensons par exemple aux dons faits par la Chine dans le reste de l'Afrique (stade de foot, écoles...) ; certes non sans contre- parties ( les pays africains lui laissent alors accès à leurs ressources naturelles.). Il en va de même pour l'Inde à la recherche de nouvelles ressources et de débouchés en Afrique, au risque de se confronter à la puissance chinoise.   
  
Mais la position du gouvernement indien quant au parti à prendre face à la politique mondiale reste ambiguë :   
D'un côté, les « orientalistes » : volonté de remplacer le « **consensus de Washington** » (corpus de mesures standard appliquées aux économies en difficulté face à leurs dettes) par un « consensus asiatique » ; le « **consensus de Pékin** », combinant libéralisme économique et autoritarisme politique.   
De l'autre, les « occidentalistes » : l' Inde est vue comme un pays-passerelle (le fameux « bridge power ») susceptible d'établir un trait d'union entre pays du Nord et pays du Sud.   
  
Cependant, les élites indiennes sont poussées vers la première direction, fascinées par la croissance chinoise de ces dernières années.  
M. Rajiv Kumar, directeur de la Fédération des chambres de commerce et d’industrie indiennes :  
 *« Ce qu’il y a de plus remarquable dans le capitalisme chinois, c’est l’effacement complet de la distinction entre secteurs public et privé. Tous deux travaillent de façon transparente, sous la houlette du Parti communiste*.*».*La démocratie n'est désormais plus perçue comme un idéal par certains responsables indiens, mais plus comme un instrument politique : obtention de place au sein de grandes instances, choix d'interventions (exemple de l'intervention en Afghanistan...)

**Conclusion**

On assiste aujourd'hui à un lent renversement de la puissance mondiale, de l' Occident vers l'Asie. La Chine devenant de plus en plus productive et puissante talonne la puissance américaine. Elle connaît les points faibles des géants qui lui font face (EU et Union Européenne) mais veillent au maintien de leur équilibre. C'est une des raisons pour lesquelles la Chine est le premier créancier des dettes américaines et européennes.   
L' Inde ne reste pas en arrière. Elle est également une force motrice de toute l' Asie, après la Chine et le Japon.   
Malgré les nombreux litiges et désaccords entre la Chine et l'Inde (symbolisés par la rupture de 1962 avant le nouvel apaisement des tensions dans les années 80), un partenariat est envisageable sur le long terme, fort de leurs nombreux échanges commerciaux, de leurs intérêts communs et de leur vision rapprochée du monde actuel. Pour cela, les deux parties doivent mettre de côté leurs différents concurrentiels et leur méfiance mutuelle s'ils veulent voir leur nouvelle entente aboutir à un « siècle asiatique ».   
L' Inde et la Chine étant de grandes puissantes asiatiques, leur bonne entente ne peut que contribuer au bon développement de la région et du reste du monde.